



Maison de l'Europe de Paris



Dans le cadre du cycle de débats : « L'Europe dans la campagne présidentielle »

Pour quelle Europe et pour quoi faire ?

Mardi 17 janvier 2012

18h30-20h30

Maison de l'Europe de Paris

Dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle et dans un contexte de crise inédit au niveau européen, la Maison de l'Europe de Paris souhaite inviter les acteurs politiques parties prenantes à la campagne présidentielle à se prononcer sur le projet qu'ils portent pour l'Europe. A cet effet, cinq conférences thématiques seront organisées au premier semestre 2012 avec des représentants des différents partis.

Cette première conférence aura pour thème central la forme d'intégration politique de l'Union européenne, et permettra aux intervenants de se prononcer sur le sens du projet européen, la question du degré d'intégration souhaitable et les aspects institutionnels et fonctionnels de l'UE.

Les intervenants : **André GATTOLIN**, sénateur, secrétaire de la commission affaires européennes, responsable "Europe" de la campagne d'Eva Joly (EELV) ; **Constance Le GRIP**, députée européenne, secrétaire nationale de l'UMP ; **Christophe CARESCHE**, député, pôle thématique "Europe" (PS) ; **Denis BADRE**, ancien sénateur, vice-président du MoDem (MoDem) ; **Daniel CIRERA**, responsable de la fondation Gabriel Peri (Front de Gauche).

Modérateur : **Piotr MOZYNSKI**, journaliste radio à RFI.

A l'heure où une crise grave touche l'Union européenne, avons-nous encore besoin d'Europe et pour quoi faire? Quel est, selon vous, le sens du projet européen ?

Constance Le GRIP signale avant toute chose qu'elle tient à saluer, alors que Martin Schulz vient d'être élu président du Parlement européen, l'action menée par son prédécesseur, Jerzy Buzek, tout au long de l'exercice de son mandat. Constance Le GRIP a réaffirmé sa conviction que l'Union européenne est, plus que jamais, un projet qu'il faut continuer à approfondir et dont il ne faut surtout pas se détourner. Selon elle, l'Union européenne est en effet bien plus qu'une simple union monétaire ou économique : il s'agit avant tout d'un projet de civilisation, un projet certainement unique au monde qui garantit un espace de paix, de liberté, de développement et de solidarité. Il faut être conscient que l'Union européenne, de part les valeurs qu'elle porte, est un modèle à travers le monde ; un modèle de réconciliation et de destin partagé. C'est pourquoi il faut, selon elle, renforcer encore davantage l'unification économique et politique de l'Union européenne, car, en ces temps difficiles, cette opportunité est une chance qu'il faut saisir.

Christophe CARESCHE affirme quant à lui que la crise que nous connaissons est avant tout une crise de l'euro. C'est donc avant tout de l'euro dont nous avons besoin, car la fin de l'euro serait une catastrophe économique tout comme la faillite de la Grèce. Pourtant, la succession de conseils européens n'a pas permis de résoudre les deux grands problèmes de l'euro. Un problème de conception tout d'abord, car la monnaie unique n'est pas accompagnée d'une coordination des politiques économiques. Au lieu de converger, les économies européennes ont divergé. Les pays du sud de l'Europe comme l'Espagne ou le Portugal ont beaucoup emprunté, ayant accès à des taux d'intérêts faibles consécutifs à l'avènement de l'euro, ce crédit bon marché ayant également favorisé un boom immobilier. A l'inverse, l'Allemagne a fait le choix d'une forte modération salariale et d'une politique industrielle forte, afin de renforcer sa compétitivité. Il n'y a eu aucune discussion au niveau européen sur ces deux modèles.

Aujourd'hui, un rééquilibrage s'impose en Europe. L'Allemagne doit relancer sa consommation, et les pays du sud de l'Europe doivent assainir leurs comptes sur plusieurs années et non par des purges drastiques comme actuellement en Grèce, qui ne font qu'aggraver la récession et augmenter la dette. Ils doivent dans ce sens bénéficier d'une demande plus forte en Allemagne, pour relancer leurs économies. Or, le nouveau traité en discussion ne prévoit que de l'austérité, alors même que Mario Monti a annoncé que l'Italie ne pourra pas appliquer tout de suite la règle du « un vingtième ».

Par ailleurs, les investisseurs qui ont acheté des titres de dette grecque sont inquiets, car la BCE ne peut agir en prêteur en dernier ressort. C'est notamment pour cela que plusieurs pays de la zone euro ont été dégradés par les agences de notation et non le Royaume-Uni, où la situation économique est aussi difficile, mais où la banque d'Angleterre se pose en prêteur en dernier ressort. Quant au Fonds européen de stabilité financière, il ne résout pas le problème car étant alimenté par les Etats membres, il est indexé sur leur santé financière, et en conséquence, Standard & Poor's a dégradé sa note.

François Hollande souhaiterait que le nouveau traité inclue la création d'euro-obligations et des politiques européennes de relance, un budget européen plus ambitieux et le lancement d'emprunts européens. Il souhaite une mutualisation des dettes publiques des Etats européens de façon à soulager les pays de leur endettement.

Daniel CIRERA affirme que la crise a conduit les différentes formations politiques à formuler un consensus sur le diagnostic de cette situation et que nous nous trouvons actuellement à un moment charnière de l'histoire européenne. De sérieuses menaces existent, mais elles ne doivent pas nous faire céder au catastrophisme, qui joue sur les peurs et sur l'irrationnel. Le « non » à la Constitution européenne, qui avait traversé les partis politiques, était une référence, mais la crise nous pousse à réfléchir au-delà des débats de l'époque. Il faut politiser le débat européen, et passer de la construction fonctionnelle à la construction politique. Il faut un débat démocratique sur les marchés financiers et sur l'avenir de l'Europe. Par ailleurs, la question de la justice sociale est essentielle pour sortir de la crise. Le sentiment d'une Europe protectrice contre la mondialisation s'effrite, et cet effritement porte le danger d'un détournement des citoyens vis-à-vis de l'Europe. Contrairement à ce que propose l'Allemagne, avec une surveillance des budgets nationaux par la Cour de Justice de l'Union européenne, la question démocratique est centrale pour sortir l'Europe de la crise. Il estime que ce n'est pas avec un nouveau traité décidé de manière technocratique que nous sortirons de la crise, et qu'il faut éviter un éloignement entre les citoyens et l'Europe.

Pour **Denis BADRE**, « *L'Europe c'est nous et c'est partout* ». L'Europe doit être notre utopie. L'Europe, c'est une question de valeurs avant d'être une question d'argent. Il faut une vraie volonté politique européenne, et retrouver une utopie pour résoudre la crise. « *L'Europe des retournettes* », celle où chaque Etat membre cherche minutieusement à récupérer ce qu'il a donné est désastreuse. Dans le même temps, il y a une attente d'Europe à travers le monde, pas forcément au sens de l'adhésion à l'Union, mais des valeurs que l'Europe porte, à savoir la paix, la liberté, la démocratie. Vaclav Havel disait que les Européens ne pouvaient donner de leçons, s'étant eux-mêmes si violemment combattus dans l'histoire. En revanche, disait-il, « *L'Europe est un message d'espoir au monde* », car si les Européens ont réussi à surmonter leurs haines, alors les autres peuples, partout dans le monde le peuvent aussi. Il faut redonner droit de citer à l'intérêt commun, ne pas oublier pourquoi ces efforts doivent être poursuivis.

André GATTOLIN estime que la paix et la prospérité restent les moteurs de l'Europe et de la construction européenne où il prend l'exemple des Balkans occidentaux. Le processus d'intégration européenne a joué un rôle dans la réconciliation franco-allemande, mais aussi dans la pacification des relations entre l'Irlande et le Royaume-Uni. En revanche, le problème de la prospérité se pose aujourd'hui. L'Union européenne n'a pas les moyens d'assurer la prospérité, car elle s'est faite de crises et ses institutions fonctionnent mal. Les fédéralistes avaient pourtant dit qu'une monnaie unique sans politique économique commune serait un échec. Si l'Union européenne est le plus grand espace mondial à haut niveau de vie, elle est cependant en crise et ce à cause de l'absence de gouvernance économique européenne. L'absence de politique fiscale commune - le Luxembourg et l'Irlande sont des paradis fiscaux - est par exemple un énorme handicap. Soit l'Europe deviendra un instrument de régulation de la mondialisation, soit elle s'enfoncera dans la crise. La construction d'un espace régulateur est la seule construction moderne d'agrégat de nations.

Dans ce contexte, le débat sur le fédéralisme est revenu au goût du jour. Pensez-vous qu'une intégration européenne plus forte soit une solution et quelles formes, politique, institutionnelle, souhaiteriez-vous que l'Union européenne prenne ?

Daniel CIRERA déclare préférer la confédération à la fédération, mais qu'il s'agit là d'une opinion strictement personnelle, car cette question n'est pas tranchée au sein du Front de Gauche. Il refuse le débat entre fédéralisme et nationalisme et estime qu'il faut donner une dimension européenne à la citoyenneté.

Christophe CARESCHE pointe la nécessité d'analyser les échecs des tentatives d'intégration forte de l'Europe, notamment de la Constitution européenne. La question centrale est celle du projet, et le projet de 1945 - la paix, les valeurs européennes - est largement accompli. Il faut donc répondre à la question du pourquoi faut-il toujours plus d'Europe ? Parce que l'Europe est le seul espace pertinent pour promouvoir notre modèle économique et social dans la mondialisation. Les Européens doivent défendre leurs intérêts sans complexes, comme les Américains et les Chinois, et si ces derniers ferment certains pans de leurs marchés aux entreprises étrangères, l'Europe doit agir de la même façon au sein de l'Union européenne. Or, cela n'a jamais été le discours des institutions européennes depuis les années 1980. Sur la question de comment parvenir au fédéralisme, François Hollande, dans son programme de campagne, propose que le président de la Commission européenne soit également président du Conseil européen de façon à n'avoir en Europe qu'un seul exécutif. Cela est possible d'après le Traité de Lisbonne.

André GATTOLIN insiste sur le fait que le fédéralisme est le mot d'ordre du programme d'Europe Ecologie – Les Verts mais que le terme ne doit pas demeurer figé. Il rappelle ainsi que le fédéralisme tel qu'il est pratiqué aux Etats-Unis laisse une grande liberté aux Etats fédérés sur les questions sociétales - telle que la peine de mort, l'avortement...- ce qui n'est pas le cas dans l'Union européenne aujourd'hui. C'est d'ailleurs pour cela que les Européens s'inquiètent de la situation en Hongrie et du tournant autoritaire du gouvernement de Victor Orban. Par ailleurs, il faut définir l'intérêt général européen, et il faut que les dirigeants nationaux cessent de rejeter les responsabilités des prises de décision sur Bruxelles.

Denis BADRE insiste sur la nécessité de clarifier le rôle des institutions ainsi que les politiques, en appliquant réellement le principe de subsidiarité. La Commission européenne ne peut pas, par ailleurs, jouer son rôle de défense de l'intérêt général européen, à cause du principe d'un commissaire par Etat, qui revient à intergouvernementaliser la Commission. Enfin, il faut lancer une véritable réflexion sur le rôle des Parlements nationaux dans la construction européenne. Par ailleurs, la Banque Centrale Européenne doit être un instrument communautaire au service de l'intérêt commun.

Quant à **Constance Le GRIP**, elle a rappelé que l'Union européenne se veut exemplaire en matière de démocratie et de transparence. Elle assure que, du fait de son rôle de membre à la commission Affaires constitutionnelles du Parlement européen, elle s'engagera pour que le Traité de Lisbonne intègre une dimension de « démocratie participative » – l'initiative citoyenne européenne – qui permet aux citoyens d'interpeller directement les institutions européennes sur une préoccupation, une volonté d'initiative, un débat européen partagé, que la Commission se doit

ensuite d'examiner. Il s'agit là d'un exemple parmi d'autres des efforts mis en œuvre par les institutions européennes pour se rapprocher des citoyens. Mais le travail pour réduire le fossé entre les institutions européennes et les citoyens européens est énorme!

Mélanie Vogel et Renaud Léon